

## Communiqué de presse

04 juin 2018

## Quel avenir pour l'élevage ovin français de demain ?

Brexit, accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie, baisse drastique du budget de la PAC...

### La Fédération Nationale Ovine dit NON !

**Non** à la mise en place d'un accord de libre-échange avec l'Océanie sans mentionner la viande ovine comme produit sensible !

**Non** à l'importation de volumes supplémentaires de viande ovine australienne et néo-zélandaise sans aucune restriction concernant les droits de douane, les volumes, les types de morceaux exportés et la période d'exportation durant l'année !

**Non** à la déstabilisation du marché intérieur français de la viande ovine provoquée par ces importations supplémentaires !

**Non** à la distorsion de concurrence induite par ces accords commerciaux bilatéraux !

**Non** à la mise en place d'une nouvelle PAC toujours plus exigeante envers les éleveurs sans pour autant apporter de réelles pistes de développement avec un budget permettant d'orienter et d'organiser nos filières tout en garantissant un revenu apportant des perspectives de croissance aux éleveurs ovins !

### Dans un tel contexte, quel avenir la commission européenne envisage pour notre production ovine française et européenne ?

La Fédération Nationale Ovine croit en une production ovine française de qualité, préservant de nombreux emplois en France, entretenant les paysages, participant au développement de la biodiversité, maintenant le dynamisme économique de nos campagnes et ainsi répondant aux attentes de la société !

La FNO croit au défi du renouvellement des générations de consommateurs, en inventant avec nos partenaires de nouveaux modèles de consommation, de découpes, de praticités, de circuits de distribution pour l'éducation au goût.

La FNO croit en une agriculture et à un élevage qui rend fière les concitoyens français et qui rémunère justement ceux qui travaillent tous les jours pour nourrir notre pays !

Voilà l'avenir que la Fédération Nationale Ovine envisage pour la production ovine française !

Pour que cet avenir se concrétise, la FNO demande :

### Dans le cadre du Brexit :

- **La déconsolidation des contingents tarifaires** entre l'UE à 27 et le Royaume sur une base historique et en particulier ceux attribués à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie,
- **La création d'un contingent d'importation de viande ovine spécifique au Royaume-Uni** d'un volume équivalent aux flux actuels. L'accès à ce contingent devra faire l'objet d'une **conditionnalité précise et d'une gestion sécurisante** pour le secteur et garantissant un lissage des exportations sur l'année.

### Dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Océanie :

- L'inscription de l'exclusion de la viande ovine, en tant que produit sensible, dans le mandat de négociation de ces accords ;
- La non conclusion de tels accords avant la fin de la négociation du Brexit.

**Dans le cadre de la future PAC 2021-2027** : le maintien d'un budget conséquent permettant d'entamer une réelle réforme et plus précisément :

- Le maintien de notre aide couplée ainsi que l'enveloppe qui y est associée, orientant la profession vers la performance technique tout en assouplissant et simplifiant les normes et les règles qui étouffent tous nos efforts de professionnalisation,
- Un accès privilégié aux aides du second pilier par la prise en compte des contributions positives de l'élevage ovin sur la biodiversité, les écosystèmes, l'entretien des paysages et l'environnement de manière plus générale.

**L'Europe et la France se doivent de proposer de nouvelles perspectives aux éleveurs, dans un cadre cohérent et concret, réellement adapté aux réalités !**

**La FNO est ainsi pleinement mobilisée aux côtés de la FNSEA pour dénoncer le sacrifice de l'agriculture française et de ses agriculteurs par l'Etat !**

### Contact presse :

Michèle BOUDOIN : 06 88 74 26 91

Mylène FOUSSIER : 01 40 04 51 32